

Après trois ans de guerre, les Soudanais continuent de fuir

Malgré la reprise de Khartoum l'an dernier par les troupes régulières, les affrontements se poursuivent dans l'ouest et le sud du pays. Plus de 17.000 Soudanais ont franchi la frontière sud-soudanaise au premier trimestre 2026.

REPORTAGE

AUGUSTINE PASSILLY
ENVOYÉE SPÉCIALE À RENK (SOUDAN DU SUD)

Les rafales de vent procurent un peu de répit aux quelque 8.000 occupants du camp de transit surpeuplé de Renk, prévu pour 4.000 individus, alors que le thermomètre frôle les 40°C. Cette ville sud-soudanaise, située à la frontière avec le Soudan, est l'un des principaux points d'entrée du 1,3 million de réfugiés soudanais et de revenants sud-soudanais ayant fui les combats entre les troupes régulières des Forces armées soudanaises (FAS) et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) qui ravagent le Soudan depuis le 15 avril 2023. A contre-courant des retours, fortement encouragés par les autorités pro-armée depuis qu'elles ont repris le contrôle de Khartoum en mars 2025, des milliers de personnes continuent à fuir les combats et les persécutions qui se poursuivent dans l'ouest et le sud du pays. Plus de 17.000 Soudanais sont ainsi arrivés au Soudan du Sud depuis le début de l'année.

Muwada Gamar et sa fille, Wajan, ont franchi la frontière fin mars. Cette mère célibataire de 18 ans a quitté sa maison située à Omdurman, la ville voisine de Khartoum, trois ans plus tôt. « J'ai perdu mes quatre petites sœurs dans un bombardement le premier jour de la guerre. L'explosion a aussi détruit notre maison. Mon frère, militaire, est mort au combat une semaine plus tard », raconte Muwada, qui a alors trouvé refuge à Ed-Dueim, dans l'Etat du Nil Blanc. La situation sécuritaire se dégrade avec « de nombreux coups de feu », alors elle reprend la route vers l'Etat du Nil Bleu où elle est de nouveau rattrapée par les violences. Lasse, Muwada espère respirer une fois qu'elle aura atteint le camp de réfugiés d'Aweil, où les nouveaux venus doivent être conduits dans les prochains jours.

Des menaces à caractère ethnique et politique

Altaher (1), 20 ans, a hâte, lui aussi, d'arriver à Aweil. Avant la guerre, le jeune homme au polo rayé effectuait un apprentissage en mécanique. Puis cet aîné d'une fratrie de quatre enfants s'est mis à travailler comme chauffeur de camion avec son père, tandis que le reste de la famille s'est délocalisée à Atbara, dans le nord du pays relativement épargné par le conflit. Jusqu'à ce que les militaires placent Altaher en détention pendant une semaine. Les coups reçus, dont il garde des cicatrices sur le bras droit et le dos, ont entraîné une douleur abdominale persistante. « Je suis venu pour chercher un traitement car c'était trop cher à Omdurman. Je suis également menacé à cause du peuple auquel j'appartiens, les Misseryia », explique-t-il, précisant que ces derniers sont souvent suspectés de collaborer avec les FSR.

« Je ne soutiens ni l'armée ni les FSR. Je ne soutiens même pas la guerre ! », dément l'aspirant mécanicien. Détenu à



trois reprises sous la dictature d'Omar el-Béchir, le journaliste Ibrahim (1) est dans le viseur du gouvernement militaire, soutenu par les islamistes de l'ancien régime. « Le 15 mai 2023, je me suis enfui de Khartoum car les services de renseignement militaires me recherchaient », témoigne le quinquagénaire en djellaba blanche qui a activement participé à la révolution ayant évincé Béchir en avril 2019. Après trois années de cavale, et avoir payé son trajet jusqu'à la frontière en vendant du pain, il envisage de demander l'asile au Royaume-Uni. « Je ne reviendrai au Soudan que si un gouvernement démocratique est mis en place, comme celui d'Abdallah Hamdok », ajoute l'activiste en référence au Premier ministre évincé lors du coup d'Etat d'octobre 2021 perpétré de concert par les deux généraux qui s'affrontent aujourd'hui.

Les combats ont jeté plus de 14 mil-

lions de personnes sur les routes et provoqué la plus grave crise humanitaire du globe. Parmi les 4,5 millions d'entre eux qui se sont réfugiés dans un pays voisin, seul un cinquième (900.000 individus) est rentré. La situation des exilés est pourtant très précaire, à l'heure où l'aide humanitaire se réduit comme peau de chagrin, notamment depuis le démantèlement de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) initié par le président américain Donald Trump lors de son retour à la Maison-Blanche l'an dernier.

Une capitale en ruines

Dans le camp de transit de Renk, la distribution alimentaire mensuelle ne permet pas de remplir les estomacs. « Si la paix revenait à Khartoum, je rentrerais, mais la guerre est inarrêtable », déplore Kaltou Abakar. Cette quinquagénaire diabétique à bout de forces assure que

Le camp de transit de Renk au Soudan du Sud est l'un des principaux points d'entrée du 1,3 million de réfugiés qui fuient la guerre au Soudan voisin. © AFP

sa maison a été entièrement dévalisée par les paramilitaires.

Sa benjamine dans les bras, Aisha Almahadi a quitté Khartoum en février, malgré le calme relatif qui y règne dorénavant. « Nous avons peur que les FSR reviennent », confie celle dont le frère a été blessé par les paramilitaires. « Ils sont entrés chez nous et lui ont tiré dessus... » La situation économique déplorable dans une capitale en ruines encore largement privée de services de base a fini par convaincre le mari d'Aisha de s'installer à Wau, à 140 kilomètres d'Aweil, où il a trouvé un emploi en tant que boulanger. Plus jeune état du globe, indépendant depuis seulement quinze ans, le Soudan du Sud est lui-même au bord d'une nouvelle guerre civile, depuis la reprise des conflits l'an dernier.

(1) Ces prénoms ont été modifiés par mesure de sécurité.

INVESTISSEZ 100.000 €
VIRTUELS TENTEZ DE
GAGNER À NOUVEAU
10.000 € BIEN RÉELS

Participez maintenant gratuitement sur
beleggerschallenge.be

Trends
INVEST
CHALLENGE
2026